

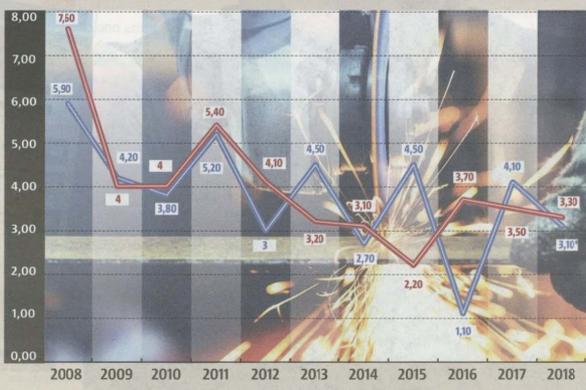
La croissance est en berne, voici pourquoi

■ Le rythme de progression du PIB au 2^e trimestre a été divisé pratiquement par deux.

■ Malgré une production céréalière record, la valeur ajoutée du secteur primaire a ralenti en raison de l'effet de base.

■ Le principal moteur de la croissance, c'est-à-dire la demande intérieure, est grippé.

Evolution de la consommation des ménages et du PIB (En %)



* Estimation

Source : HCP

L'économie marocaine, telle qu'elle se donne à voir à travers les données de la comptabilité nationale, au titre de la première moitié 2018, évolue à un rythme encore plus lent que prévu. Sauf rebondissement aux troisième et quatrième trimestres de l'année, l'exercice pourrait s'achever sur une hausse du PIB, en deçà de la prévision du gouvernement (qui était de 3,2%). Selon les comptes nationaux du deuxième trimestre, en effet, la croissance économique a accusé un fort ralentissement par rapport à la même période de 2017 : 2,4% contre 4,5%. Et cette contraction de l'activité intervient, qui plus est, après un recul enregistré déjà au premier trimestre : 3,2% au lieu de 3,5% un an auparavant.

Comme le montrent les statistiques du HCP, cette atonie

de la conjoncture trouve son origine dans un net ralentissement de la valeur ajoutée du secteur primaire, d'une part, une décélération du secteur secondaire, d'autre part, une stagnation du secteur tertiaire, enfin.

Quoique allant toutes dans le même sens, celui d'une baisse de rythme, ces évolutions recouvrent cependant des réalités divergentes. En effet, si la valeur ajoutée du secteur primaire a très fortement reculé, cela s'explique principalement par l'effet de base ; la production céréalière de la campagne 2017-2018, avec 103 millions de quintaux (un record), venant après celle de 2016-2017, qui eut elle aussi un rendement très élevé (96 Mg). Du coup, et de façon mécanique, la valeur ajoutée du secteur primaire au deuxième trimestre n'a pu progresser que de 1,7% au lieu de 15,6% à la même période de 2017. Pour l'ensemble de l'exercice 2018, par consé-

quent, elle ne devrait pas dépasser 3,1% au lieu de 15,4% en 2017.

On ne peut pas dire la même chose du secteur secondaire, sur lequel d'ailleurs, soit dit en passant, le nouveau modèle de croissance, dont on parle tant, devrait reposer en priorité. Sa valeur ajoutée a augmenté de 2% au lieu de 4,1% au premier trimestre de cette année et de 3,8% au deuxième trimestre de 2017.

La part du secteur secondaire dans la valeur ajoutée globale stagne à moins de 30% depuis longtemps

Contrairement au secteur agricole, ici il n'y a pas d'effet de base mais un problème d'offre. Ainsi, le BTP, par exemple, a augmenté de seulement 0,9%, alors même qu'il avait baissé de 0,6% au trimestre correspondant de 2017. Les industries de transformation, elles, n'ont progressé que de 0,2 point

croissance, en moyenne, a été inférieure à 2% par an. Cela explique que sa part dans la valeur ajoutée globale n'arrive pas à atteindre le seuil de 30%, stagnant à plus ou moins 29% depuis une dizaine d'années.

Le secteur tertiaire, quant à lui, a quasiment stagné, avec une croissance de sa valeur ajoutée de 2,9% contre 2,8% un an auparavant. Cette stagnation, selon les chiffres du HCP, est le résultat d'un fort ralentissement des activités de l'hôtellerie et restauration (6,1% contre 13,5% en glissement annuel), des services aux ménages et aux entreprises (2,8% au lieu de 3,9%) et des services financiers et assurances (2% au lieu de 5,3%) ; les autres branches du secteur ayant, elles, augmenté plus ou moins fortement.

De ces évolutions, il ressort que la structure de l'économie, à peu de choses près, est restée la même depuis des années : le secteur primaire (agriculture, pêche et sylviculture) avec une part de 14/15%, le secondaire avec plus ou moins 29% et le tertiaire avec 56/57%. Dans les pays développés et émergents, la part de l'agriculture est largement inférieure à 10% du PIB.

La consommation des ménages : plus de 50% de la demande intérieure

Mais il n'y a pas que la structure de l'offre productive qui soit rigide ; celle de la demande globale aussi. Pour l'essentiel, en effet, c'est la demande intérieure qui tire la croissance. Bien plus, celle-ci est souvent le contributeur exclusif à la croissance économique.

Au deuxième trimestre de cette année, la demande intérieure a augmenté de 2% contre 3,5% un an auparavant, contribuant pour 2,1 points à la hausse du PIB. Les échanges extérieurs, eux, n'ont contribué à la croissance économique que pour

EN CINQ ANS, LA COURBE DES DÉFICITS BUDGÉTAIRE ET DE COMPTE COURANT A ÉTÉ SUBSTANTIELLEMENT INVERSÉE. DE SORTE QU'IL EST PERMIS AUJOURD'HUI DE DIRE QUE LES DÉSÉQUILIBRES MACROÉCONOMIQUES ONT ÉTÉ GLOBALEMENT RÉSORBÉS

à 2,7%, tandis que la valeur ajoutée de l'électricité et eau a crû de 3,1% au lieu de 5,4% en glissement annuel. De manière générale, le secteur secondaire, depuis 2011, a évolué très lentement. Sa

0,3 point (d'où le taux de croissance global de 2,4%). Encore heureux, car au premier trimestre de cette année, le solde des échanges extérieurs avait, au contraire, contribué négativement à la croissance (-1,9 point).

Dans cette demande intérieure, là encore, la part de chaque composante est restée à peu près la même depuis longtemps. La consommation des ménages accapare plus de 50% de la demande intérieure, suivie de l'investissement pour environ 30%, et, enfin, des dépenses de consommation des administrations publiques pour plus ou moins 20%. Mais si la structure n'a pas changé, la croissance de chacune de ces variables a décéléré, en gros depuis 2012. Et c'est cela qui explique que le PIB, ces dernières années, croît moins vite que précédemment. Au deuxième trimestre de cette année par exemple, la consommation des ménages a accusé un ralentissement dans sa croissance, puisque celle-ci n'a été que de 3,3% au lieu de 4,6% au trimestre correspondant de 2017. Pareil au premier trimestre : +3% contre 5% au même trimestre de 2017. L'examen de la série statistique relative à cette variable montre cependant qu'il ne s'agit pas là d'une évolution conjoncturelle, mais plutôt d'une tendance lourde : entre 2008 et 2011, la consommation des ménages a augmenté à un rythme annuel moyen de 5,3%. De 2012 à 2017, la croissance de la consommation des ménages est retombée à une moyenne de 3,9% par an. Idem pour la formation brute du capital fixe (c'est-à-dire l'investissement) : +2% en moyenne annuelle entre 2012 et 2017 au lieu d'une moyenne de 4,75% par an entre 2008 et 2011. La consommation des administrations publiques, pour sa part, a vu sa croissance passer d'une moyenne de 5,2% par an entre 2008 et 2011 à une moyenne annuelle de 4% entre 2012 et 2017.

Comment "rebooster" la croissance et, en même temps, répondre à la demande sociale ?

Ce que ces statistiques disent plus simplement, ou même plus banalement, c'est que les moteurs de la croissance que furent la consommation et l'investissement – et qui le demeurent encore mais avec moins de vigueur que jamais – se sont essouffés. Ça, c'est le constat. D'aucuns peuvent se demander pourquoi ces moteurs se sont-ils grippés. Eh bien! parce que leur entretien était onéreux, en tout cas jugé comme tel. La preuve : à partir de 2009 déjà, les déficits interne et externe (les fameux déficits jumeaux) ont commencé à se creuser. En 2012, le premier, le déficit budgétaire, culmine à 7,2% du PIB, et le second, celui de la balance courante, à 9,5% du même PIB. Et ce ne sont pas là que des chiffres désincarnés. Ils ont une réalité qui s'appelle la dette. De 45,4% du PIB en 2008, le taux d'endettement

du Trésor est passé à 58,2% du PIB en 2012, soit une augmentation de près de 13 points en seulement quatre ans. A fin 2017, l'encours de la dette du Trésor représentait près de 65% du PIB, soit plus de 690 milliards de DH. En tenant compte de la dette garantie et de celle des établissements publics, le stock de la dette publique dépasse 82% du PIB. A partir de là, la maîtrise du déficit à la fois budgétaire et du compte courant, donc, au bout du niveau d'endettement, était devenu un impératif. Il fallait coûte que coûte rétablir «les équilibres macroéconomiques».

un jargon désormais très largement en usage dans les milieux politique et économique. Et compte tenu de ce que les recettes (fiscales, non fiscales et d'exportations) sont moins facilement mobilisables, alors on a agi sur la dépense : suppression des subventions sur les carburants, gel des augmentations salariales (pas celles liées au déroulement de la carrière), restrictions de certaines importations via des mesures de défense commerciale, etc. En cinq ans, la courbe des déficits budgétaire et de compte courant a été substantiellement inversée. De sorte qu'il

est permis aujourd'hui de dire que les déséquilibres macroéconomiques ont été globalement résorbés. A ceci près que cette "thérapie" a un prix : une forte baisse du rythme de la croissance économique. Du coup, la question qui préoccupe aujourd'hui est celle de savoir comment redonner de la vigueur à la croissance et, surtout, comment, dans le même temps, répondre à une demande sociale de plus en plus insistante. Et d'abord, est-ce possible de faire les deux en même temps ? Sinon, par quoi commencer ? ■

S.A.